

On n'arrêtera pas les migrants



Keystone-a

Les traversées de la Méditerranée ont été peu nombreuses cet été.

Mais à quel prix? Un chercheur genevois dénonce les marchandages de l'Italie et de l'Union européenne (UE) avec les trafiquants de chair humaine. Et l'inefficacité de la militarisation des frontières.

Affilié à l'Université Goldsmiths de Londres, Charles Heller est chercheur post doctorant à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et à l'Université de Bologne. Se basant sur des méthodes scientifiques (voir encadré page 12), il étudie depuis des années le déroulement des naufrages en Méditerranée.

L'été qui vient de s'écouler marque, selon vous, un tournant dans l'histoire des migrations et de leur contrôle en Méditerranée. Pourquoi?

Charles Heller: – Les Etats européens cherchent depuis longtemps à empêcher les migrants de traverser la Méditerranée. Mais un cap a été franchi

cet été: pour endiguer la «crise migratoire» – dont ils sont en grande partie responsables –, les gouvernements ont montré qu'ils étaient désormais prêts à tout.

Comment cela?

– L'UE et l'Italie ont déployé une double stratégie: d'un côté, faire pression sur différents acteurs libyens – à commencer par les gardes-côtes – pour qu'ils empêchent les départs des côtes; de l'autre, tenter de criminaliser et de limiter les opérations des ONG de secours en mer.

Ce n'est pas la première fois que les opérations de sauvetage sont critiquées. En 2014, on a accusé l'opération militaro-humanitaire italienne

Le Croissant-Rouge récupère régulièrement des corps rejetés par la mer sur les plages libyennes.

en payant les mafias

Mare Nostrum (18 octobre 2013 – 1^{er} novembre 2014) de provoquer un appel d'air et d'augmenter ainsi le nombre de traversées et de morts en mer. L'arrêt de *Mare Nostrum* n'a pourtant pas diminué le nombre de naufrages: au contraire, il a conduit à une effrayante augmentation du nombre de morts. C'est justement pour pallier cette carence mortelle des capacités de sauvetage que les ONG ont décidé, courageusement, d'intervenir avec leurs navires. Mais on a fini par les soupçonner de «collusion» avec les passeurs...

A tort?

– Oui. Notre récent rapport «Blâmer les sauveteurs*» l'a démontré. Et la commission d'enquête du Sénat italien a conclu le 18 mai qu'il n'y avait aucune preuve de collusion entre ONG et trafiquants. Or, cela n'a pas empêché les autorités italiennes d'essayer d'imposer aux organisations humanitaires un «code de conduite» inutile et scandaleux. Inutile, car l'espace dans lequel elles évoluent est déjà soumis au droit maritime.

Scandaleux, car ce code prétend interdire les interventions dans certaines eaux même lorsqu'il s'agit de sauver des vies – ce qui va à l'encontre du droit international.

Les ONG qui ont refusé de se soumettre, comme Médecins sans frontières (MSF), ont été l'objet de fortes pressions. Le bateau de l'organisation allemande *Jugend Rettet* a même été placé sous séquestre dans le cadre d'une accusation d'«aide à l'immigration illégale». Par ailleurs, les ONG opérant à proximité des côtes libyennes ont été la cible de tirs visant à les intimider.

C'est à ce moment que le nombre de traversées a diminué?

– Il a baissé en juillet et en août (*ndlr*: 3900 traversées en août contre plus de 21'000 l'an dernier au même moment). Mais cela n'a rien à voir avec le retrait forcé des ONG. Cette diminution est la conséquence d'une étape supplémentaire franchie par l'Italie. Rome a en effet décidé de traiter directement avec les trafiquants et les passeurs... alors que depuis des mois elle accusait les ONG de le faire!

Rome collabore avec des passeurs libyens?

– Le site d'information indépendant *Middle East Eye*, à Londres, a été le premier à révéler cette affaire à la fin de l'été avant que d'autres médias ne lui emboîtent le pas.

Le Corriere della Sera, notamment, a écrit le 9 septembre que le ministre de l'Intérieur italien Marco Minniti

avait versé cinq millions de francs à Ahmed Al-Dabbashi. Ce puissant chef mafieux à la tête du trafic de migrants en direction de l'Europe au départ de Sabratha (*ndlr*: à 300 kilomè-

tres de Lampedusa) a été payé pour cesser son activité. Temporairement du moins.

Car d'autres réseaux de passeurs ont pris le relais. Ces deux dernières semaines, les traversées ont recommencé tout au long de la côte et comme les ONG ont été contraintes de se retirer loin des côtes libyennes, le risque de naufrage a augmenté.

Il y a peu, une embarcation partie de Libye a dérivé pendant plus d'une semaine et près de cent personnes ont perdu la vie... Preuve que le problème n'a pas été réglé. Et que l'approche sécuritaire ne fonctionne pas.

«Ceux qui osent présenter la baisse des départs à travers la Méditerranée comme autant de vies sauvées devraient avoir honte.»



Cédric Reichenbach

Comment cela?

– Les politiques en décalage avec la réalité sont vouées à l'échec. Pour l'UE, les personnes provenant du «Sud global», en particulier celles qui ont peu de ressources économiques, ne doivent en principe avoir accès à son territoire ni pour y séjourner ni pour y travailler. Mais ceux qui n'ont pas la possibilité de vivre dignement et en sécurité chez eux continuent envers et contre tout de traverser les frontières.

Les politiques d'exclusion n'arrêtent pas les migrants, mais précarisent l'ensemble de la migration à travers le Sahara, en Méditerranée et même en Europe. Passeurs et trafiquants prospéreront tant que les migrants seront

Le chercheur Charles Heller (36 ans) vit avec sa femme et ses deux enfants à Genève.

*Disponible en anglais sur <https://blamingtherescuers.org/>

Des détectives de la mer

«Votre voyage, c'était terrible? Qu'avez-vous ressenti?»: voilà le type de questions habituellement posées par les défenseurs humains aux migrants débarquant à Lampedusa ou Lesbos. Une approche différente de celle – scientifique – menée par Charles Heller et son collègue Lorenzo Pezzani. «Où avez-vous embarqué? A quelle heure exactement? A bord d'un bateau de quelle taille et avec quel type de moteur?»: leurs questions, précises, s'inscrivent dans le cadre d'un projet de recherche, le *Forensic Oceanography*, qui vise à comprendre et documenter les conditions qui ont provoqué tant de morts en Méditerranée depuis 2011.

Ce travail a servi de base à une plainte déposée devant plusieurs cours européennes pour non-assistance à personne en danger suite à un terrible naufrage en mars 2011 (63 hommes, femmes et enfants décédés après quinze jours de dérive). «Suite à cette affaire, explique Charles Heller, nous avons décidé de rendre publics nos outils de spatialisation des incidents en mer en créant le site *Watch the Med* (surveillance la Méditerranée).» Depuis octobre 2014, le site propose aussi un système d'alerte, l'*Alarme Phone*, géré par un réseau transnational d'activistes et de migrants destiné à aider les réfugiés en détresse.

«Après une matu artistique et les beaux-arts, j'ai réalisé des do-

cumentaires sur la migration, mais je voulais mieux comprendre ce qui se jouait en Méditerranée. Je me suis donc lancé dans des études de politique internationale.» A l'université londonienne de Goldsmiths (un an avec à la clé un travail sur le Togo) suivi dans la même université d'un doctorat au *Center for Research Architecture* pour lequel le scientifique a passé plusieurs mois à Tunis avec femme et enfant.

«Contrairement à un dogme bien établi, explique l'Américano-Suisse, prendre une position tranchée dans un débat et collaborer avec des acteurs proches des migrants (associations solidaires, ONG) en plus des autres n'empêche pas d'être critique: je n'idéalise pas les humanitaires qui sont par ailleurs heureux de pouvoir compter sur un regard extérieur averti. De plus, aucune des reconstitutions de naufrages que nous avons réalisées avec mon collègue n'a pu être réfutée. Nous nous basons notamment sur des images satellite, des systèmes de repérage de navires marchands et le croisement d'une myriade de témoignages: sauveteurs, migrants, marins, aviateurs, militaires, etc. L'engagement ne dispense ni de la rigueur scientifique ni de l'honnêteté intellectuelle. Au contraire: lorsque que l'on présente des faits qui placent les Etats face à leurs responsabilités, ils doivent avoir été établis de manière irréfutable.» ■ CeR

forcés, faute de voies légales, d'avoir recours à leurs services.

On croirait entendre un défenseur de la régulation du marché de la drogue!

– La comparaison est pertinente. Tant

que l'offre et la demande existeront des deux côtés de la Méditerranée, le commerce du passage «illégalisé» ne s'arrêtera pas. Voilà trente ans que ça dure. La militarisation des frontières n'y change rien: les migrants continuent de traverser et le nombre de

morts ne cesse d'augmenter. Pourquoi? Parce qu'une politique sécuritaire ne résout pas le problème, elle ne fait que gérer et déplacer ses effets.

En attendant, la stratégie italienne fonctionne: les touristes ont passé un été tranquille sur les plages, non?

– Oui, mais pour combien de temps? Et surtout, à quel prix? En Libye, où la frontière entre passeurs, trafiquants et autorités est très fine, l'Europe finance et alimente une gigantesque entreprise d'enlèvements, de tortures et d'extorsions... Dans les centres de détention officiels de Tripoli, hommes, femmes et enfants sont traités comme de la marchandise, entassés dans des pièces lugubres sans air ni lumière. Ceux qui osent présenter la baisse des départs à travers la Méditerranée comme autant de vies sauvées devraient avoir honte.

L'UE est donc coupable?

– Les Etats membres de l'UE ont mis le gouvernement italien sous pres-

Toujours plus violents

En 2010, la Méditerranée est verrouillée par les «gendarmes de l'Europe»: Kadhafi en Libye et Ben Ali en Tunisie. Mais, en 2011, la chute de ces régimes autoritaires suite au printemps arabe pousse près de 30'000 Tunisiens et 30'000 personnes vivant en Libye à traverser la Méditerranée. A partir de l'été 2013, l'intensification de l'exode syrien, auquel s'ajoute l'exil érythréen, coïncide avec un nouvel embrasement en Libye: la concurrence entre passeurs force les mafias à prendre plus de risques, ce qui aggrave les violences et augmente le nombre de morts. En témoigne le

naufrage près le Lampedusa le 3 octobre – 366 morts – qui déclenche l'opération *Mare Nostrum*. «Son arrêt, un an plus tard, n'affecte pas les passeurs et rend la traversée plus meurtrière», note Charles Heller. Lors d'un double naufrage, le 12 et le 18 avril 2015, 1200 personnes perdent la vie. Autant que le nombre de victimes recensées durant l'année 2012.

Depuis 2016, une nouvelle symbiose entre milices et passeurs ainsi que la pression exercée sur leur trafic par l'opération anti-passeurs européenne «Sophia» aggravent encore la situation. ■ CeR

sion pour qu'il fasse cesser les traversées coûte que coûte. Car il est désormais clair que l'UE est prête à tout pour atteindre son objectif de fermeture: signer un accord avec un pays, la Turquie d'Erdogan, qui embastille journalistes et défenseurs des droits de l'homme; collaborer avec d'anciennes milices soudanaises accusées de crimes contre l'humanité; traiter avec un Etat violent qui n'existe pas vraiment, la Libye. Autant de décisions qui relèvent d'une politique d'externalisation permettant de délocaliser des pratiques inacceptables sur son propre sol.

Vous proposez quoi? D'ouvrir tout grand les frontières?

– Il faut offrir un cadre légal pour que le mouvement migratoire se développe de manière sûre. La gestion de ces déplacements par des moyens militaires et sécuritaires suscite la peur et contribue à renforcer les politiques d'exclusion.

La criminalisation des migrants crée un cercle vicieux. Pour en sortir, il est impératif de pointer les causes du conflit de mobilité dont la Méditerranée est le théâtre: un conflit entre le désir d'une vie meilleure en Europe et des politiques visant à restreindre et à contenir les déplacements des migrants.

On dit souvent qu'il faut mettre fin



Keystone-a

aux guerres et crises qui poussent les gens à quitter l'Afrique et le Moyen-Orient. Oui, d'accord. Mais interrogeons-nous aussi sur les raisons qui poussent à fermer les frontières. Pourquoi continuer à nous faire peur alors que mille et un rapports démontrent que l'Europe a besoin des migrants, ne serait-ce que pour répondre au vieillissement de la population?

La politique de fermeture actuelle entraîne des coûts exorbitants. En vies humaines et en argent (déployer de tels moyens sécuritaires, véhicules, bateaux, avions, etc. coûte très cher), mais aussi au niveau politique car en

poursuivant ainsi on fait le lit de l'extrême droite.

Politiquement, votre vision du problème est indéfendable. En êtes-vous conscient?

– Oui. Elle n'est pas réaliste au sens où elle ne s'aligne pas sur la position défendue par la majorité des citoyens et des partis politiques. Pourtant, au vu de ce que je relève sur le terrain chaque jour, c'est la seule qui me semble réaliste. La volonté de fermeture est une illusion. Il est urgent de changer de regard sur la migration. ■

Recueilli par Cédric Reichenbach

Des embarcations à la dérive sont parfois ignorées par des bateaux de guerre et d'autres navires passant à proximité. Charles Heller a documenté plusieurs cas.

PUBLICITÉ

CARITAS Schweiz
Suisse
Switzerland
Svizzera

Agir, tout simplement
Quand la pauvreté
montre son visage

Apprenez-en plus sur Sayed et sa famille sur :
www.agirtout simplement.caritas.ch



Sayed Jamshidi (13 ans)
s'est réfugié en Suisse sans ses parents

